

---

FRANCE TITRES

---

**MARCHE N° 2024-0317**  
**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

**PRESTATIONS QUALIFIÉES D'AUDITS DE SÉCURITÉ DES SYSTÈMES  
D'INFORMATION (STANDARD/ PASSI RGS/ PASSI LPM)**

Version 1	Version initiale publiée	23/12/2024
-----------	--------------------------	------------

# Table des matières

<b>ARTICLE 1.</b>	<b>Presentation générale.....</b>	<b>4</b>
1.1	Présentation de France Titres .....	4
1.2	Objet du présent accord cadre .....	5
<b>ARTICLE 2.</b>	<b>Presentation générales des prestations .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 3.</b>	<b>Description des besoins.....</b>	<b>7</b>
3.1	Description des systèmes audités.....	7
3.2	Livrables et confidentialité : .....	8
3.3	Modalités de lancement des prestations.....	9
3.4	Délais maximum d'exécution des prestations.....	9
3.5	Pilotage des prestations .....	9
3.6	Suivi de la qualité des prestations.....	10
3.7	Exigences Générales.....	10
3.8	Descriptions des prestations.....	10
3.8.1	Test d'intrusion .....	10
3.8.1.1	Dimensionnement .....	11
3.8.1.2	Livrables.....	11
3.8.2	Audit de sécurité et d'architecture .....	11
3.8.2.1	Dimensionnement .....	12
3.8.2.2	Livrables.....	12
3.8.3	Audit de configuration .....	12
3.8.3.1	Dimensionnement .....	12
3.8.3.2	Livrables.....	12
3.8.4	Audit de code Source.....	12
3.8.4.1	Dimensionnement .....	13
3.8.4.2	Livrables.....	13
3.9	Modalités de commande des prestations .....	13
<b>ARTICLE 4.</b>	<b>Exigences de sécurité .....</b>	<b>15</b>

---

## PARTIE I : GENERALITES

---

---

## ARTICLE 1. PRESENTATION GENERALE

---

### 1.1 PRESENTATION DE FRANCE TITRES

L'ANTS, créée par le décret n°2007-240 du 22 février 2007 et renommée France Titres par le décret n°2024-146 du 26 février 2024, a pour mission de répondre aux besoins des administrations de l'État en matière de conception, de gestion, de production de titres sécurisés, et de transmission des données qui leur sont associées. Ces titres sont des documents délivrés par l'État et font l'objet d'une procédure d'édition et de contrôle sécurisée.

À ce titre, France Titres doit notamment :

- Définir les normes techniques et les dispositifs correspondants, en contrôler et en évaluer l'application, contribuer à leur évolution et veiller à leur interopérabilité ;
- Vérifier, et le cas échéant, assurer ou faire assurer, le développement, la maintenance et l'évolution des systèmes et des réseaux informatiques permettant la gestion des titres sécurisés et la transmission des données correspondantes ;
- Procéder, pour le compte des administrations de l'État, aux achats des titres sécurisés ;
- Acquérir et mettre à disposition des administrations intéressées les matériels et les équipements nécessaires à la gestion et au contrôle de l'authenticité et de la validité des titres sécurisés et en assurer la maintenance ;
- Mettre en œuvre des actions d'information et de communication dans son domaine d'activité ;
- Promouvoir les technologies, les systèmes et les savoir-faire nationaux en matière de titres sécurisés.

L'Agence accomplit sa mission dans le respect des orientations générales arrêtées par l'État en matière de titres sécurisés et dans le cadre de la coopération européenne et internationale. Sa mission exclut l'instruction des demandes et la délivrance des titres ainsi que l'accès aux données individuelles et la gestion des fichiers correspondants.

L'Agence peut être chargée par son autorité de tutelle d'émettre des recommandations sur la politique générale de l'État en matière de titres sécurisés.

Elle a notamment besoin de se doter des expertises indispensables au bon accomplissement de ses missions.

La communication joue aujourd'hui un rôle stratégique clé afin de donner à l'Agence une identité perceptible par tous ses publics, d'asseoir sa notoriété et de garantir tous les messages qu'elle diffuse.

France Titres souhaite être accompagnée pour mettre en œuvre et piloter efficacement sa communication opérationnelle pour l'ensemble des projets qu'elle déploie auprès de différents publics.

Les principaux objectifs de la communication opérationnelle sont les suivants :

- Accompagner le déploiement d'actions ou de services visant l'amélioration durable du service aux usagers (renforcement de la communication autour de la pré-demande de titres d'identité en ligne, généralisation du déploiement du programme France identité numérique, refonte du système d'immatriculation des véhicules (SIV)...),
- Installer de nouveaux modes de communication avec l'écosystème de l'Agence (mairies, préfectures, ministères, professionnels, usagers...) afin de développer une relation de confiance et de délivrer des messages adaptés,

- Renforcer l'image de l'Agence afin d'attirer les candidats, de fidéliser les collaborateurs et ainsi promouvoir une culture d'entreprise fédératrice,
- Se préparer à faire face à toute montée de mécontentement, disposer des bons éléments de réponse et de mise en perspective face aux médias et à l'opinion publique, afin de limiter l'impact sur la perception de la qualité du service et la réputation de l'Agence.

## **1.2 OBIET DU PRESENT ACCORD CADRE**

Le présent accord-cadre porte sur les prestations qualifiées d'audits techniques de sécurité des systèmes d'information (standard/ PASSI RGS/ PASSI LPM) au bénéfice des services de France Titres.

### Description générale des principales prestations du marché

Le présent marché vise notamment à assurer la continuité des prestations d'audits SSI via l'accord-cadre n°2021-0273 intitulé « Assistance à la Maitrise d'Ouvrage Technique pour la sécurité des système d'Information et des titres ».

*Les prestations de ce présent marché se composent de :*

- Réalisation d'audits techniques standards (architecture, test d'intrusion, code, configuration)
- Réalisation d'audits techniques qualifiés PASSI RGS (architecture, test d'intrusion, code, configuration, organisationnel)
- Réalisation d'audits techniques qualifiés PASSI LPM (architecture, test d'intrusion, code, configuration)
- Rédaction des livrables associés à chaque prestation (support de réunions de lancement et de clôture, rapport d'audit contenant une synthèse managériale et un rapport détaillé, fichier tableur tel qu'excel listant les vulnérabilités détectées sur le modèle émanant du corpus documentaire du MIOM)
- Mise en place et participation aux différents comités associés aux audits (réunions de lancement, de clôture, le cas échéant, réunions intermédiaires de remontée d'alertes)
- Mise à disposition de plateforme d'échange sécurisée pour les partages de données et le suivi des prestations;

---

## ARTICLE 2. PRESENTATION GENERALES DES PRESTATIONS

---

### **Prestations qualifiées d'audits techniques de sécurité des systèmes d'information PASSI\_RGS, PASSI\_LPM et sans qualification (sans référentiel)**

France Titres souhaite disposer de prestations d'audit techniques qualifiées au sens du décret n°2015-350 du 27 mars 2015 relatif à la qualification des produits de sécurité et des prestataires de services de confiance pour les besoins de la sécurité nationale (PASSI\_RGS, PASSI\_LPM et sans Qualification) aptes à évaluer la sécurité des systèmes d'information notamment ceux d'importance vitale (SIIV).

---

## ARTICLE 3. DESCRIPTION DES BESOINS.

---

France Titres souhaite bénéficier de prestations d'audits techniques qualifiées PASSI LPM (Loi de Programmation Militaire) et PASSI RGS (Référentiel Général de Sécurité), au sens du décret n°2015-350 du 27 mars 2015 relatif à la qualification des produits de sécurité et des prestataires de services de confiance aptes à évaluer la sécurité des systèmes d'information d'importance vitale (SIIV).

Les prestations suivantes :

1. Tests d'intrusion ;
2. Audit de sécurité d'architecture ;
3. Audit de configuration ;
4. Audit de code source ;

Les attributaires doivent avoir obtenu les qualifications ANSSI au sens dudit décret cité ci-dessus.

Dans le cadre des exigences LPM il est attendu que les auditeurs possèdent la nationalité française et l'habilitation adéquate.

Certains SI de l'Agence, compte tenu de leur sensibilité, bénéficient d'un marquage « Spécial France » et nécessite donc la nationalité française des intervenants.

### 3.1 DESCRIPTION DES SYSTEMES AUDITES

#### Niveau de complexité des prestations

Les unités d'œuvres de ce lot sont déclinées selon 3 niveaux : *Simple*, *Moyen* et *Complexe*, qui correspondent à une charge de travail croissante à réaliser par le Titulaire (préparation, conduite de la prestation, nombre d'entretiens et d'interlocuteurs, nombre de jours d'analyse, de rédaction de rapports).

Sauf mentions contraires dans la description de la prestation, les niveaux de complexité possibles sont les suivants :

- **Niveau Simple** : charge standard que ce soit dans la préparation et la conduite de la prestation due à la simplicité du système et d'un nombre d'interlocuteurs réduit.
- **Niveau Moyen** : charge moyenne due à :
  - un périmètre système plus étendu et varié avec un nombre d'interlocuteurs adaptés
  - ou un périmètre système simple mais un nombre moyen d'interlocuteurs conséquent.
- **Niveau Complexe** : forte charge due à un périmètre système très étendu et diversifié ou complexe avec un nombre d'interlocuteurs moyen ou nombreux.

L'appréciation de la complexité tiendra compte de la connaissance du contexte par le Titulaire, en fonction de prestations déjà effectuées.

		Nombre d'interlocuteur au sein de l'administration		
		Jusqu'à 3 points de contact/parties prenantes	Jusqu'à 5 points de contact/parties prenantes	Plus de 5 parties prenantes
Taille du périmètre	<b>Simple</b> Architecture IT située sur un seul site comprenant 3 services uniques significatifs * Maximum	Simple	Simple	Moyen
	<b>Moyen</b> Architecture IT située sur un site principal et 1 site de secours avec moins de 10 service uniques significatifs *	Simple	Moyen	Complexe
	<b>Complexe</b> Architecture IT répartie sur plusieurs Data center (Interne et /ou externe), plus de 10 Services uniques significatifs*	Moyen	Complexe	Complexe

\* On désigne ici par « services uniques significatifs » les éléments d'un système d'information notables sans dénombrer les éléments redondants. A titre d'illustration :

- un SGBD comptera pour 1,
- un cluster de serveurs Web identiques comptera également pour 1.
- un serveur NTP n'est pas suffisamment important pour être comptabilisé dans le dimensionnement.

### 3.2 LIVRABLES ET CONFIDENTIALITE :

Les livrables attendus sont précisés au présent CCTP dans la description de chaque prestation.

Dans tous les cas, en fin de prestation et après acceptation des livrables par France Titres, le Titulaire procède à la destruction de toutes les informations collectées et des livrables en sa possession avec des moyens adaptés à la sensibilité des informations.

Dans le cadre des audits PASSI (RGS et LPM), la remise d'un procès-verbal de destruction par le Titulaire précède la signature du procès-verbal de service fait par France Titres. Le Titulaire expliquera dans ce procès-verbal la manière dont il a procédé à la destruction des informations et documents collectés.

Il est rappelé que le Titulaire s'engage également à une confidentialité absolue sur toute information, élément technique ou donnée dont il aura pu prendre connaissance dans le cadre de sa mission. Le Titulaire précisera, dans son mémoire technique, les éléments de partage sécurisé mis en place pour répondre aux exigences de confidentialité.



### **3.3 MODALITES DE LANCEMENT DES PRESTATIONS**

**Etape 1 :** FRANCE TITRES exprime son besoin au travers d'un mail adressé à ses points de contact identifiés précisant le périmètre concerné et le calendrier attendu.

**Etape 2 :** Un échange de chiffrage pour déterminer la complexité de la prestation permet au titulaire de transmettre un devis, sous 5 jours ouvrés, et de fixer des dates de prestations

**Etape 3** (seulement si nécessaire) : Echange de clarification

FRANCE TITRES peut demander au titulaire un échange de clarification afin de se faire préciser certains aspects des modalités de réalisation proposées. Le titulaire fait participer les interlocuteurs prévus pour réaliser les prestations si France Titres le demande.

Lorsque France Titres estime que les modalités de réalisation proposées ne répondent pas au besoin exprimé, le titulaire dispose de 2 jours ouvrés pour émettre un devis mis à jour.

**Etape 4 :**

A réception du devis du titulaire de rang 1, si celui-ci n'est pas en mesure soit de répondre au minima selon le délai de mise à disposition pour lequel il s'est engagé au travers de son offre soit de proposer des profils exigés, alors France Titres fera appel au titulaire de Rang 2, puis si nécessaire de rang 3.

Emission par France Titres de l'EJ correspondant, s'appuyant sur le devis retenu du titulaire selon la règle d'attribution des bons de commandes définie à **l'article 3.3 du CCAP**.

Le titulaire s'engage à être en mesure de démarrer les prestations selon le délai maximum renseigné dans son offre à compter de l'envoi de l'EJ correspondant au titulaire.

**Etape 5 :** Démarrage des prestations

Le titulaire respecte scrupuleusement le calendrier établi pour la prestation.

Les décalages de démarrage et/ou de livraison peuvent être considérés comme préjudiciables et des éventuelles pénalités associées.

### **3.4 DELAIS MAXIMUM D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Nous distinguons deux types de délais de mise à disposition d'un profil d'auditeur qualifié par UO :

Dans le cas d'Audit planifié, les délais maximaux sont ceux renseignés par le titulaire, dans son offre, dans l'annexe financière de l'acte d'engagement, onglet « Délais ».

Dans le cas d'un audit non planifié, qui doit être organisé suite à un incident alors le délai sera celui souhaité par l'acheteur.

Ensuite, le titulaire s'engage dans son offre, dans l'annexe financière de l'acte d'engagement, onglet « Délais », sur un délai maximal de remise des livrables suite à la réunion de clôture de la prestation d'audit.

### **3.5 PILOTAGE DES PRESTATIONS**

Des réunions spécifiques avec l'entité demandeuse seront organisées par le Titulaire pour chaque prestation :

- Une réunion de mise en place de la prestation (kickoff), qui aura pour objectif de vérifier la faisabilité de la prestation, les délais de mise en place, la complexité, le nombre d'intervenants, la durée et la date prévisionnelle de remise des livrables.

Elle permettra également d'établir les pré-requis nécessaires à la réalisation de la prestation (création de comptes, ouverture de flux, extraction de configuration...) indiquant ainsi une temporalité réaliste de date de démarrage.

Les livrables associés seront notamment : CR de la réunion de mise en place, le planning prévisionnel de la prestation, les consignes de mise en place de la prestation, la liste des prérequis identifiés, le récapitulatif des livrables fournis en fin de prestation, la liste des points de contacts.

- Des réunions de suivi peuvent être programmées durant la prestation afin de récapituler les actions effectuées et l'avancement des livrables, le planning des actions à venir ainsi que les risques et problèmes identifiés par le titulaire. En cas de découverte d'une vulnérabilité CRITIQUE, le titulaire doit immédiatement en avvertir le contact SSI défini lors du kickoff (appel téléphonique + mail).

- Une réunion de clôture et restitution, au cours de laquelle le prestataire présentera ses conclusions et l'ensemble des livrables produits sera planifiée avec les différents acteurs ayant été impliqués dans la prestation. Celle-ci permet d'éclaircir les points litigieux et d'approfondir les vulnérabilités découvertes. L'ensemble des livrables devra être transmis au maximum 48h après la réunion de clôture

### **3.6 SUIVI DE LA QUALITE DES PRESTATIONS.**

Le suivi de la qualité fera l'objet d'un comité de suivi de la qualité des prestations, semestriel, en présence des principaux acteurs, dans les locaux de l'administration. L'organisation de ce comité sera à la charge du titulaire: ordre du jour avec les éléments (supports, notes,...) nécessaires à l'analyse de la situation et à la prise de décision, à envoyer au plus tard 2 jours avant le comité. La restitution sera également à la charge du titulaire.

Le suivi de la qualité des prestations évaluera : la conformité des prestations aux référentiels PASSI, le respect des délais, la compétence de l'équipe d'audit sur les technologies impliquées dans les prestations, et la pertinence du rapport vis-à-vis du contexte.

### **3.7 EXIGENCES GENERALES**

Le titulaire s'engage à :

Être force de proposition et de conseil afin d'alerter, dans les plus brefs délais, France Titres de toute difficulté avérée ou potentielle dans la réalisation de la prestation demandée.

- Apporter aux prestations qui lui sont confiées les soins et la diligence d'un professionnel de haut niveau.
- Respecter un devoir de confidentialité : le titulaire s'engage à ne pas diffuser d'informations relatives aux activités menées par France Titres sans accord écrit de l'Agence.
- Maintenir dans la mesure du possible les mêmes intervenants tout au long de la prestation. Dans le cas contraire, il est tenu d'informer l'Agence de toute modification et de lui proposer en remplacement des profils équivalents qui feront l'objet d'une approbation préalable de l'Agence.
- Garantir une grande disponibilité et réactivité par rapport aux besoins et commandes de l'Agence, notamment en cas de communication de crise ou de prestations à réaliser dans des délais très courts.

### **3.8 DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS**

#### **3.8.1 TEST D'INTRUSION**

Le principe du test d'intrusion est de découvrir des vulnérabilités sur le système d'information audité et de vérifier leur exploitabilité et leur impact, dans les conditions réelles d'une attaque sur le système d'information, à la place d'un attaquant potentiel. Les vulnérabilités testées peuvent également avoir été identifiées au cours d'autres activités d'audit définies dans ce chapitre.

Selon les cas, il s'agira essentiellement d'audits en boîte noire et boîte grise, rarement en boîte blanche (au sens du référentiel PASSI).

Les tests d'intrusion pourront être effectués depuis le réseau interne de France Titres et/ou depuis un réseau extérieur (Internet, VPN...) selon le SI impliqué.

Les prestations d'audit d'intrusion contiennent obligatoirement et à minima une phase de découverte et une phase d'attaque pour aboutir à des identifications de vulnérabilités et des préconisations de correction associées.

Le Titulaire s'engage à respecter les règles déontologiques suivantes, en cas de prise de contrôle total ou partiel du système audité :

- Interdiction de falsifier ou corrompre des données, confidentielles ou non ;
- Interdiction de laisser des programmes destructeurs ou malveillants dans le système audité ;
- Suppression, en fin de prestation, de tout outil installé par lui-même pendant la prestation ;
- Interdiction d'utiliser les machines auditées pour un quelconque rebond vers d'autres systèmes extérieurs au périmètre de la prestation.

L'auditeur et France Titres conviennent d'un point d'étape immédiat lors de découvertes critiques de vulnérabilité du système. Il s'avère préférable d'améliorer la communication sur la gravité des constats plutôt que d'approfondir l'étude de ces vulnérabilités.

Les livrables peuvent au besoin être complétés de vidéos de l'attaque pour les failles importantes. La vidéo sera de préférence dans un format numérique ouvert (de type MPEG, ...).

#### 3.8.1.1 DIMENSIONNEMENT

Le dimensionnement de la prestation est déterminé par la matrice à l'article 3.1 de ce CCTP.

#### 3.8.1.2 LIVRABLES

Dans le cadre de la présente prestation, le Titulaire est en charge de produire des livrables de type :

- Un rapport conforme au référentiel PASSI (LPM ou RGS, selon le périmètre de l'audit) précisant : la méthodologie employée, les scénarios d'attaque utilisés et les outils utilisés par l'auditeur ;
- Un fichier type xls de synthèse (modèle fourni par France Titres répondant aux exigences du MIOM) regroupant l'ensemble des vulnérabilités détectées ;
- Un support de restitution, type synthèse managériale, pour appuyer la réunion de clôture ;
- Une réunion de clôture et le support de présentation associé ;
- Un PV de destruction des données dans le cadre des prestations PASSI.

Les livrables pourront être améliorés et revus au cours du comité semestriel de suivi de la qualité.

### 3.8.2 AUDIT DE SECURITE ET D'ARCHITECTURE

Dans le cadre de la présente prestation, le Titulaire est en charge de réaliser un audit de l'architecture d'un système d'information.

L'audit d'architecture consiste en la vérification de la conformité des pratiques de sécurité relatives au choix, au positionnement et à la mise en œuvre des dispositifs matériels et logiciels déployés dans un système d'information à l'état de l'art, aux exigences et règles internes de l'audit ou relatives à l'analyse des risques du système. L'audit peut être étendu aux interconnexions avec des réseaux tiers, et notamment Internet.

Cet audit de l'architecture doit prendre en compte les guides élaborés par l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information.

Dans le cadre de la présente prestation, le Titulaire est en charge de produire un rapport d'analyse de l'architecture qui comprend à minima les vulnérabilités architecturales identifiées et les mesures proposées pour corriger ces vulnérabilités.

### 3.8.2.1 DIMENSIONNEMENT

Le dimensionnement de la prestation est déterminé par la matrice à l'article 3.1 de ce CCTP.

### 3.8.2.2 LIVRABLES

Dans le cadre de la présente prestation, le Titulaire est en charge de produire des livrables de type :

- Un rapport conforme au référentiel PASSI (LPM ou RGS, selon le périmètre de l'audit) ou un rapport conforme à son référentiel interne si la prestation ne nécessite pas de qualification ;
- Un fichier type xls de synthèse (modèle fourni par France Titres répondant aux exigences du MIOM) regroupant l'ensemble des vulnérabilités détectées;
- Un support de restitution, type synthèse managériale, pour appuyer la réunion de clôture ;
- Une réunion de clôture et le support de présentation associé ;
- Un PV de destruction des données dans le cadre des prestations PASSI.

Les livrables pourront être améliorés et revus au cours du comité semestriel de suivi de la qualité.

## 3.8.3 AUDIT DE CONFIGURATION

Dans le cadre de la présente prestation, le Titulaire est en charge de vérifier la mise en œuvre de pratiques de sécurité conformes à l'état de l'art et aux exigences et règles internes de l'audit en matière de configuration des dispositifs matériels et logiciels déployés dans un système d'information. Ces dispositifs peuvent notamment être des équipements réseau, des systèmes d'exploitation (serveur ou poste de travail), des applications ou des produits de sécurité. Le Titulaire s'engage à supprimer en fin de prestation tout outil installé par lui-même pendant la prestation.

### 3.8.3.1 DIMENSIONNEMENT

Le dimensionnement de la prestation est déterminé par la matrice à l'article 3.1 de ce CCTP.

### 3.8.3.2 LIVRABLES

Dans le cadre de la présente prestation, le Titulaire est en charge de produire des livrables de type :

- Un rapport conforme au référentiel PASSI (LPM ou RGS, selon le périmètre de l'audit) ou un rapport conforme à son référentiel interne si la prestation ne nécessite pas de qualification ;
- Un fichier type xls de synthèse (modèle fourni par France Titres répondant aux exigences du MIOM) regroupant l'ensemble des vulnérabilités détectées;
- Un support de restitution, type synthèse managériale, pour appuyer la réunion de clôture ;
- Une réunion de clôture et le support de présentation associé ;
- Un PV de destruction des données dans le cadre des prestations PASSI.

Les livrables pourront être améliorés et revus au cours du comité semestriel de suivi de la qualité.

## 3.8.4 AUDIT DE CODE SOURCE

Dans le cadre de la présente prestation, le Titulaire effectue l'audit du code source d'un programme utilisé par le France Titres pour vérifier que celui ne présente pas de vulnérabilités majeures. Dans le cadre de la présente prestation, le Titulaire est en charge de produire un rapport d'analyse du code mettant en évidence les types de vulnérabilités présentes et proposant des axes de remédiation aux développeurs.

### 3.8.4.1 DIMENSIONNEMENT

Le dimensionnement de la prestation est déterminé selon les critères de considération suivants :

Complexité	Description
Simple	Application reposant sur un Framework.
Moyen	Application contenant une part conséquente de développement
Complexe	Développement Spécifique ou codage dans un langage peu courant

### 3.8.4.2 LIVRABLES

L'attendu n'est pas un rapport automatisé mais un livrable directement exploitable pour la remédiation. Il est attendu que l'audit mette en œuvre les recommandations VI.4.3 d) et e) du référentiel PASSI. Si certaines ne sont pas pertinentes, elles pourront être écartées d'un commun accord lors de la réunion de lancement.

Dans le cadre de la présente prestation, le Titulaire est en charge de produire des livrables de type :

- Un rapport conforme au référentiel PASSI (LPM ou RGS, selon le périmètre de l'audit) ou un rapport conforme à son référentiel interne si la prestation ne nécessite pas de qualification ;
- Un fichier type xls de synthèse (modèle fourni par France Titres répondant aux exigences du MIOM) regroupant l'ensemble des vulnérabilités détectées;
- Un support de restitution, type synthèse managériale, pour appuyer la réunion de clôture ;
- Une réunion de clôture et le support de présentation associé ;
- Un PV de destruction des données dans le cadre des prestations PASSI.

Les livrables pourront être améliorés et revus au cours du comité semestriel de suivi de la qualité.

## 3.9 MODALITES DE COMMANDE DES PRESTATIONS

Les prestations décrites ci-dessous sont commandées via des Bons de Commandes en lien avec ces Unités d'œuvre. Le prix des Unités d'œuvre intégrera les frais relatifs aux déplacements.

Code UO	Désignation de l'unité d'œuvre	Niveau de complexité
P1.1-PASSI-LPM-S	Audit PASSI LPM sur une portée : Test d'Intrusion, Configuration, Architecture ou Code	Simple
P1.2-LPM-LPM-M	Audit PASSI LPM sur une portée : Test d'Intrusion, Configuration, Architecture ou Code	Moyenne
P1.3-PASSI-LPM-C	Audit PASSI LPM sur une portée : Test d'Intrusion, Configuration, Architecture ou Code	Complexe
P2.1-PASSI-RGS-S	Audit PASSI RGS sur une portée : Test d'Intrusion, Configuration, Architecture ou Code	Simple
P2.2-PASSI-RGS-M	Audit PASSI RGS sur une portée : Test d'Intrusion, Configuration, Architecture ou Code	Moyenne
P2.3-PASSI-RGS-C	Audit PASSI RGS sur une portée : Test d'Intrusion, Configuration, Architecture ou Code	Complexe
P3.1-A-S	Audit sans qualification sur une portée : Test d'Intrusion, Configuration, Architecture ou Code	Simple
P3.2-A-M	Audit sans qualification sur une portée : Test d'Intrusion, Configuration, Architecture ou Code	Moyenne
P3.3-A-C	Audit sans qualification sur une portée : Test d'Intrusion, Configuration, Architecture ou Code	Complexe

---

## **ARTICLE 4. EXIGENCES DE SECURITE**

---

Le titulaire s'engage à respecter les exigences de sécurités décrites à l'annexe 1 et à fournir les livrables associés.